

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - Le 5 février 2025



Alors que la France s'apprête à accueillir, les 10 et 11 février prochains, le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle (IA), plus d'une centaine d'organisations de la société civile, en France et à l'international, s'inquiètent dans une tribune collective du déni des décideurs face aux dangers concrets que représentent ces technologies pour les droits humains et l'environnement. Le texte, publié hier dans le journal *Le Monde*, est à l'initiative d'Amnesty International France, Féministes contre le cyberharcèlement, la LDH (Ligue des droits de l'Homme) et VoxPublic.

Tout ce qu'on ne vous dira pas au Sommet mondial de l'IA

Une tribune collective publiée dans *Le Monde*, le mardi 4 février 2025

Le 4 février 2025 - La tribune intitulée « **Tout ce qu'on ne vous dira pas au Sommet mondial de l'IA** », met en lumière les impacts aussi concrets que dévastateurs du développement de l'IA sur les droits humains, les inégalités sociales et l'environnement, des sujets qui restent largement absents des débats officiels. Les organisations à l'origine du texte alertent sur la manière dont l'IA perpétue les discriminations systémiques, notamment à l'encontre des femmes et des groupes minorés, aggrave les injustices sociales et contribue à l'exploitation des ressources naturelles et des populations les plus vulnérables, en particulier dans les pays du Sud.

Des dangers largement occultés

La tribune dénonce plusieurs risques : l'utilisation d'algorithmes biaisés dans les services publics, la surveillance de masse, et la diffusion massive de désinformation, notamment via les deepfakes. Elle pointe également l'impact environnemental catastrophique des infrastructures numériques. Fustigeant la quête du profit et de la croissance à tout prix, ainsi que la propension à vouloir apporter des solutions technologiques à des problèmes en réalité systémiques, les organisations signataires appellent à une régulation stricte et démocratique des technologies d'IA, fondée sur le respect des droits humains et la justice environnementale, dans une perspective de solidarité internationale.

Le respect des droits humains doit primer sur les logiques de profit

Pour ces organisations de la société civile, qui déplorent que le Sommet pour l'action sur l'IA ne leur offre pas l'espace dont elles auraient eu besoin pour faire entendre leur voix, le véritable progrès implique de faire primer le respect des droits humains et la protection de l'environnement sur les logiques de profit. À quelques jours du Sommet, ces organisations rappellent que l'innovation ne peut se faire au détriment des droits humains et de l'environnement. Elles appellent à une mobilisation citoyenne et politique pour une régulation démocratique de l'IA.

Cette tribune est à lire en intégralité dans *Le Monde*.

À propos des organisations à l'origine de la tribune.

Amnesty International France

Amnesty International France fait partie du mouvement mondial d'Amnesty International, plus de 10 millions de personnes qui agissent pour faire respecter les droits humains. L'impact des technologies numériques sur les droits humains est une des thématiques prioritaires d'Amnesty International France.

Contact presse :

Samuel Hanryon
shanryon@amnesty.fr / 06 60 62 51 18

Féministes contre le cyberharcèlement

Féministes contre le cyberharcèlement est une association féministe intersectionnelle mobilisée contre les violences faites aux femmes, aux filles et aux personnes LGBTIQ+ via les outils numériques. Depuis près de dix ans, elle sensibilise aux cyberviolences de genre, produit un travail de recherche et de plaidoyer sur la question, forme les professionnel·les et participe à l'information des victimes sur les recours possibles.

<https://www.vscyberh.org/>

Contact presse :

Laure Salmona / laure.salmona@vscyberh.org / 06 61 40 81 61

LDH

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) est une association indépendante, engagée pour la défense des droits et libertés. Elle agit contre les injustices, le racisme, le sexisme, l'antisémitisme et les discriminations et défend la liberté d'expression, le droit de manifester ou encore de vivre dans un environnement sain et durable. Elle lutte en faveur du respect des libertés individuelles et combat la surveillance généralisée et les atteintes à la vie privée.

Contact presse :

presse@ldh-france.org / 01 56 55 51 07/08/15

Vox Public

VoxPublic soutient les associations et collectifs engagés pour la justice sociale, la lutte contre les discriminations et la défense des libertés. Depuis juin 2023, l'association mène un projet mettant en lumière la responsabilité des plateformes de réseaux sociaux dans la montée de la haine et la discrimination en ligne et mobilisant la société civile pour exiger des changements concrets de ces entreprises de la Big Tech.

<https://www.voxpublic.org/>

Contact presse :

Erika Campelo : erika.campelo@voxpublic.org / 06 10 29 52 50